

Monsieur le Président,

Vous nous réunissez ce jour pour un comité technique emploi. A cette occasion, nous pourrions faire un bilan de l'année écoulée ou encore vous parler des changements des règles de gestion... Nous aurons l'occasion de le faire par ailleurs et malheureusement nous ne pouvons aborder tous ces sujets aujourd'hui car il y a urgence Monsieur le Directeur ...

Urgence sur quoi ?

.. Urgence sur nos missions et sur l'avenir de la DGFIP !

Urgence sur les personnels et leurs conditions de travail !

Urgence sur nos missions et sur l'avenir de la DGFIP

:

F.O.-DGFIP défend l'intégralité des missions aujourd'hui exercées par la DGFIP et la qualification élevée des agents qui les exercent.

Malgré les suppressions continues d'emplois, les restrictions budgétaires et la dégradation constante des conditions de travail c'est bien leur qualification, leur technicité et leur sens du service public qui permettent aux agents de rendre aujourd'hui encore les services aux usagers, nonobstant une charge de travail en forte augmentation comme en témoigne les chiffres du dernier rapport annuel de la DGFIP.

La DGFIP est sans doute une des dernières directions à réseau de l'administration française, ce qui en fait effectivement le service public le plus présent sur le territoire.

F.O.- DGFIP est particulièrement attaché à cette proximité au service des élus locaux et des usagers.

Or c'est précisément cette dimension qu'attaque la démarche stratégique du Directeur Général. Loin de procéder à des « ajustements à la marge », l'objectif est de transformer en profondeur l'organisation de la DGFIP par des regroupements de services et de trésoreries, de régionaliser nombre de missions voire à inter-régionaliser certaines attributions dont la gestion des moyens budgétaires. Il s'agit tout simplement d'en finir avec le réseau de la DGFIP au prétexte de l'efficacité et des économies à réaliser.

Il s'agit de substituer de « nouvelles perceptions de la proximité » à la proximité des trésoreries.

Ainsi la démarche stratégique en cours aux Finances Publiques est un véritable instrument de destruction des missions et d'étranglement du réseau, mais également des droits individuels des personnels.

Pour le Syndicat **F.O.-DGFIP**, ce destin n'est pas inéluctable et nous revendiquons un changement complet de la politique de destruction de la DGFIP au profit d'une politique de soutien à toutes les missions financières et fiscales. Cela passe par l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et de crédits budgétaires en préalable à une ouverture de négociations sur la mesure des moyens nécessaires pour rétablir un véritable service public pour tous les usagers publics et privés.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** demande à nouveau l'arrêt de la démarche stratégique directionnelle, qui derrière de beaux discours, va encore aggraver le quotidien des agents et conduire à une mobilité forcée par un resserrement du réseau.

~~**Nos missions et notre avenir en dépendent !**~~

Urgence sur les personnels et leurs conditions de vie au travail :

Depuis maintenant plus de 10 ans, nos services subissent chaque année des suppressions d'emplois depuis trop longtemps insupportables. Les agents de catégories B et C ayant supporté la quasi-totalité de ces suppressions, ils sont devenus au fil des années totalement démobilisés, surchargés d'une masse de travail en augmentation et lassés des réorganisations physiques ou professionnelles. Nous vous avons à maintes reprises alerté, mais vos réponses sont en inadéquation avec l'attente des personnels. Nous vous alertons maintenant sur l'état physique, moral et psychologique de vos agents de catégorie A y compris les comptables et les chefs de services.

**Eux aussi
en ont
marre !**

. **Marre** d'être pris pour de simples exécutants privés de décisions et d'initiative, pourtant gage de l'efficacité de leur organisation au profit des agents et du bon exercice des missions...

. **Marre** d'être considérés comme de simples courroies de transmission d'informations filtrées à moult reprises .

. **Marre** de ne pouvoir compter sur un soutien qui est indispensable dans l'exercice de leurs missions.

. **Marre** d'être utilisés à collecter de trop nombreuses statistiques et des demandes diverses d'une Direction Générale qui ne conçoit l'efficacité qu'à travers les indicateurs, les statistiques et le contrôle interne, plutôt que de soutenir un réseau proche de la déliquescence totale...

. **Marre** d'être dans des structures aux moyens humains et budgétaires en constante diminution alors que par ailleurs, d'autres administrations bénéficient d'un tout autre confort...

. **Marre** d'être contraints au mode de pilotage actuel qui aboutit à des tensions, parfois insupportables dans les relations hiérarchiques...

. **Marre** d'être sollicités pour participer à des réunions obligatoires ressemblant trop souvent à de l'information verticale alors qu'il serait bien plus judicieux d'y faire de la formation horizontale...

. **Marre** d'être contrariés dans leurs décisions par quelques administrateurs obnubilés par leur carrière et/ou leur grade, laissant ainsi l'impression que « le fait du Prince » est LA manière de diriger à la DGFIP...

Vous l'avez compris, Monsieur le Président, Monsieur le Directeur, vos cadres A, vos comptables et vos chefs de service attendent le respect nécessaire à leur responsabilité, souvent exorbitante du droit commun. Ils attendent du

soutien et les moyens nécessaires pour assurer les missions de service public.

Ils attendent que vous preniez en compte leurs nombreuses revendications pour :

. **Que cessent** les présences sur le lieu de travail au delà des plages légales d'horaires variables.

. **Que cessent** les retours dans les foyers familiaux avec la sacoche « du boulot ».

. **Que cesse** la multiplication des strates hiérarchiques en direction départementale qui conduit à l'absence de prise de décision, à l'absence de réponse concrète et de fait à l'absence.

. **Que cesse** la politique du contrôle interne « à tout va » sans discernement et sans tenir compte des contraintes quotidiennes des services.

Et que cesse enfin la façon de les considérer comme des managers avec pour fonction unique de manager; au détriment de leurs compétences professionnelles.

F.O.-DGFIP estime que la prise de conscience des risques liés aux conditions de travail par la Direction est, faute de moyens, au mieux un affichage destiné à préserver l'administration en cas de problèmes,

au pire la forme la plus aboutie de l'hypocrisie. C'est pourquoi Monsieur le Président, Monsieur le

Directeur, il vous faut réagir et les personnels attendent des réponses et des actes adaptés à leurs légitimes revendications !